Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1978)
Heft: 463

Rubrik: Presse

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 23.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Diktat à « Tat » : mais pour qui ?

Pendant quelques mois, il y a quarante ans, l'Alliance des Indépendants publiait trois hebdomadaires sous le signe de "l'action": "Tat" en allemand, "Action" en français et "Azione" en italien; les deux premiers avaient été fondés en novembre 1935, quelques jours avant l'entrée des sept députés indépendants au National; le troisième était lancé en avril 1938.

"L'Action" romande disparaissait en septembre 1938; elle reparaissait pendant quelques mois dans les années quarante, pour mourir ensuite définitivement. "Azione" vit toujours au Tessin, sous la forme d'un hebdomadaire; et en tant qu'organe de Migros elle tient sa place aux côtés du "Brückenbauer" suisse allemand et de "Construire" rédigé en français.

La "Tat", elle, devenait quotidienne dès le 1er octobre 1939. Voyait même le jour, pendant un certain temps, une édition hebdomadaire contenant une sélection des meilleurs articles du quotidien, ce à l'intention des menbres de l'Alliance des indépendants, tenus de s'abonner soit à l'un soit à l'autre.

On le voit, les soucis de Migros et des Indépendants aux prises avec les problèmes de presse et d'information ne datent pas d'hier. En fait, "Tat" a toujours été un quotidien de prestige puisqu'il n'a jamais été bénéficiaire à proprement parler; lorsque Pierre Arnold empoigna le problème de la rentabilité de cette publication, on tint pour acquis semble-t-il que le déficit venait principalement d'une trop nette couleur politique (des Indépendants à tous les postes de responsabilité importants); on fit place nette pour une nouvelle "Tat", "sérieuse, attractive, aggressive et objective" (plus de parlementaires indépendants au sein de la "délégation" compétente), sous la houlette du journaliste Roger Schawinski qui venait de faire florès à la TV avant d'être éjecté de son émission "Kassensturz"; le 4 avril 1977, le nouveau journal apparaissait dans les kiosques, une initiative sur la protection des consommateurs à la clef.

Aujourd'hui, comme on sait, c'est le diktat de Migros: Schawinski doit s'en aller (indemnisé jusqu'à fin 1979) et "Tat" rester ce qu'elle est tout en changeant tout de même, si on comprend bien... Malgré une débauche de faits, de chiffres, de déclarations péremptoires, le fond de cette affaire (de presse) reste remarquablement peu clair:

— Lorsque les hautes instances de la Migros insistent sur l'ampleur du déficit, elles n'éclairent qu'une face du problème: les tirages réels ne sont pas connus, les ambitions réelles demeurent floues (comment a-t-on pu songer sérieusement, dans ce contexte financier pourtant connu des comptables de la maison, à maintenir à tout prix ces 50 centimes, à la vente, à un "Tat extra" du samedi, refusé par une majorité des rédacteurs, à un "SonnTat", refusé par Migros en fin de compte?), les perspectives

Huit millions de déficit en un an

Est-ce le chiffre exact? Huit millions de déficit... Nous n'avons pas vu les comptes mais c'est, paraît-il (les données sont, c'est le moins qu'on puisse dire, fluctuantes!) le déficit de "Tat" en 1977, soit trois mois d'ancienne formule et neuf mois de nouveau régime.
Le tirage: on parle de 70 000 exemplaires vendus et de 230 000 lecteurs; les objectifs du tirage sont atteints, mais ils l'étaient il y a déjà neuf mois, selon Roger Schawinski ("Basler Zeitung" 24.9.1977, p.31). Tenir le pari pour les neuf prochains mois impose un gain de 24 000 acheteurs ou abonnés — le nombre des lecteurs envisagés doit être le produit d'une "analyse médias" spéciale, puisque les calculs 1978 qui viennent de paraître indiquent "161 000 possibilités de contacts".
Un déficit de huit millions signifie en tout état de cause que chaque abonné ou acheteur régulier au numéro a reçu un cadeau de plus de 100 francs de Migros pendant l'année passée! En contre-partie, chacun des 1,1 millions de membres de la famille Migros a consacré 7 francs à "Tat"... Combien de journaux suisses pourraient bénéficier d'une aide aussi généreuse? Il faut rappeler en outre que Migros est une entreprise qui couvre tout la Suisse. Lui viendra-t-il, un jour, à l'esprit l'idée de consacrer deux millions de francs pour financer un hebdomadaire romand?

Une imprimerie qui a bon dos

A l'origine, une coopérative, la "Genossenschaft zur Limmat"; mais l'imprimerie de la Migros était transformée en société anonyme en 1977 sous le nom "Limmatdruck AG". Son chiffre d'affaires, qui se montait à 13,8 millions de francs en 1972, à 21,9 millions en 1976, a sauté à 31,6 millions en 1977. L'entreprise occupe 412 personnes. Le bilan accusait un total de 1 728 185 Fr. au 31 décembre 1965, de 2 253 313 Fr. au 31.12.1972, de 2 581 986 Fr. au 31.12.1976 (le capital de la coopérative s'élevait à 20 000 Fr.), et il parvenait à un "sommet" respectable de 24 809 290 francs au 31.12.

d'avenir restent vagues (les normes déficitaires fixées dès l'abord par Pierre Arnold pour trois ans de parution sont-elles toujours valables?).

— Lorsque les hautes instances de la Migros font valoir la réticence d'un certain nombre de coopérateurs (sondage national connu fin juin), ne s'abritent-elles pas derrière une volonté "populaire" dont on a peu d'échos dans d'autres domaines de l'activité de Migros?

En définitive, un point seul est clair: cette convulsion de "Tat" met en lumière le pouvoir de l'éditeur sur ce journal "indépendant". Qu'à l'intérieur de Migros, ce pouvoir fasse l'objet d'affrontements entre des managers qui ne voient pas l'utilité d'une presse à côté des investissements publicitaires consentis en masse dans tous les journaux suisses, des conservateurs qui voient d'un mauvais oeil l'argent de la maison "dilapidé" et des partisans d'une presse de prestige, utile à une certaine image de marque de la société, ne change rien à l'affaire.

1977 (le capital de la SA est de 2 millions de francs).
Les investissements indispensables à qui veut disposer de moyens d'impression à la pointe du progrès coûtent chers — tous les imprimeurs le savent! — mais il faut admettre que la Migros pourra toujours utiliser "à plein" sa capacité de production dans l'édition, tant sont impressionnants ses besoins en imprimés de tous genres (emballages, publicités, etc., etc.).

Le télex de Jean Ziegler

Dans son édition du 15 juillet "Tat" a publié, en français, le message suivant: "Vous dis mon admiration et mes voeux fraternels pour votre juste combat. Jean Ziegler Conseiller national"

Un mirage syndical: le journal commun

Tandis que la Migros brasse les millions à la recherche d'une formule de presse qui corresponde à son image de marque sans gêner son affirmation au firmament des grands groupes industriels helvétiques, une autre presse, on le sait, est en quête des moyens nécessaires à une vie, voire une survie discrète. Revenons donc à une réalité qui est le lot de la plupart des éditeurs suisses qui subsistent hors des grandes concentrations. Pour ne pas resasser une fois de plus les problèmes quotidiens de moyenne diffusion, examinons les tribulations de la presse syndicale, dont le réservoir de lecteurs est tout de même important "a priori" (quelque 300 000 adresses en Suisse allemande, pour ne citer que ce chiffre), le coût total des journaux fédératifs et du service de presse de l'Union syndicale suisse ayant été de plus de 7 millions de francs en 1976.
La transformation de la presse syndicale, aujourd'hui comme avant atomisée en une multiplicité de publications diverses, en un véritable service d'informations, moderne et efficace, capable de porter dans le grand public la voix des organisations de travailleurs est une vieille histoire. Au congrès de Bâle, en 1975, les délégués avaient pourtant enfin décidé d'empoigner le problème, confiant à une commission le mandat de jeter les bases d'un "journal syndical commun". Les résultats du travail du groupe de travail adhoc sont significatifs de la difficulté de la tâche envisagée (voir la "Revue syndicale suisse" numéro de juin 78).
Sans avoir besoin de lire entre les lignes le rapport établi après des sondages approfondis auprès des fédérations membres de l'Union syndiclae, on se rend à l'évidence qu'il n'est pas question aujourd'hui d'un "journal commun" pour le "partenaire social" le plus important d'un patronat helvétique qui ne manque pas — c'est le moins qu'on puisse dire! — de tribunes dans la presse quotidienne et hebdomadaire.
Le déséquilibre classique subsistera (s'amplifiera, à n'en pas douter, à mesure que certains grands journaux raidissent leur position rédactionnelle, tels la "Neue Zürcher Zeitung", plus que jamais porte-parole de la finance , de l'industrie et du "pouvoir radical"): d'un côté on s'est donné les moyens de peser sur l'opinion, de l'autre on reste, au mieux, confiant dans les possibilités d'exploitation d'un certain libéralisme de l'information traditionnelle.
Pas de création d'un "journal USS qui permettrait (sic) à la fois d'améliorer l'information interne et externe et de renforcer le dialogue, la compréhension et, partant, la collaboration entre les divers syndicats de l'USS" (on se rabat sur l'affirmation progressive d'un "supplément", de plus en plus épais, obligatoire...), pourquoi? Trois types de réticences:
—Les fédérations, qui publient chacune leur journal veulent conserver leur "propre visage", la transmission de celui-ci fût-elle, par la force des choses et des tirages, réservée aux syndiqués, membres, abonnés... et lecteurs convaincus.
— Le coût de l'opération semble inabordable à la plupart des fédérations qui ont déjà toutes les peines du monde à faire vivre leur presse: seule une formule qui permettrait des économies supplémentaires aurait la faveur de quelques-uns (n'entre pas en ligne de compte, bien sûr, l'exploitation de tout un potentiel intellectuel jusqu'ici inexploité, par exemple). Inutile de dire qu'on pouvait compter sur Publicitas, par ailleurs lié à la plupart des journaux ayant pignon sur rue, lui-même engagé dans des entreprises de presse, pour émettre les plus grandes réserves à propos d'éventuelles ressources publicitaires à disposition pour un "journal USS"...
— Une rédaction centrale suscite à l'avance la plus grande méfiance: il est vrai que la répartition actuelle des tâches et des compétences entre l'organisme syndical faîtier et les fédérations membres ne laissent pas apparaître un modèle de collaboration éventuelle entre des rédacteurs venant d'horizons syndicaux divers.